

Comment mettre fin à l'occupation israélienne de 1967

Par Alaa Tartir, juin 2017



À l'heure des anniversaires de la Déclaration Balfour, de la Nakba palestinienne, de l'occupation israélienne, des accords d'Oslo et de la division intra-palestinienne, la réalité sur le terrain empire, les ramifications entre ces événements tragiques s'enracinent davantage, tandis que la justice et la paix s'éloignent de plus en plus. Dans le cadre de ces trajectoires politiques et de l'ordre mondial,

régional et local, un débat sur comment mettre fin à l'occupation israélienne commencée en 1967 peut paraître bizarre à certains.

Pourtant, de tels scrupules doivent être catégoriquement rejetés, parce que la fin de l'occupation post-1967 est la façon la plus appropriée de « célébrer » son cinquantième anniversaire. Mettre fin à l'occupation n'est ni un fantasme idéologique ni une aspiration nationaliste. C'est un devoir de la part de la communauté internationale et un engagement dont les nations du monde sont obligées de s'acquitter dans le cadre du droit international.

Pour répondre à la question de comment faire cesser l'occupation, il est crucial tout d'abord de répondre à la question de pourquoi cette occupation illégale s'est perpétuée pendant des décennies. Il y a sept raisons principales. Ce n'est qu'en inversant ces conditions que la justice et les droits se rapprocheront.

Premièrement et fondamentalement, l'occupation a duré jusqu'à aujourd'hui parce que ses causes profondes n'ont pas été (et ne sont toujours pas) abordées, à savoir le nettoyage ethnique de 1948 de la Palestine historique et la dépossession et l'expulsion des Palestiniens. Sauf si ces causes sont abordées, l'occupation continuera.

Deuxièmement, par définition, la paix et la colonisation sont des voies incompatibles, même si elles peuvent se dérouler en parallèle. Imposer la paix sous occupation coloniale – au lieu d'engager la décolonisation, ne fait que distordre le sens premier et la valeur de la paix. C'est faire de la paix un simple arrangement sécuritaire au nom de l'occupant.

Troisièmement, lorsque l'occupant est protégé par un « processus de paix » unilatéral et aussi épargné de l'examen des causes premières, la rapacité et la brutalité de l'occupation et du système d'apartheid augmenteront tout

simplement, en particulier si elles sont nourries par des gouvernements israéliens de plus en plus racistes et violents.

Pourtant Israël n'est pas seul à blâmer dans la poursuite de l'occupation. Depuis son établissement en 1948, l'Autorité Palestinienne (AP) ou du moins sa direction, a accepté le rôle de sous-traitant de l'occupation. Sous-traiter la répression a diminué le coût de l'occupation pour Israël et l'a fait durer.

Cinquièmement, l'occupation s'est enracinée encore davantage du fait du profond schisme horizontal et vertical au sein du mouvement national palestinien. L'absence de cohésion stratégique palestinienne a agi au détriment de l'efficacité et de la durabilité de la résistance palestinienne contre l'occupation israélienne.

Le sixième élément de l'équation est la complicité de la communauté internationale. Pour atténuer sa culpabilité, la communauté internationale a « investi » plus de 30 milliards de dollars d'aide dans les territoires occupés pour la paix et le développement. En l'absence de paix et de développement, l'aide a essentiellement fonctionné comme une bonification de l'occupation israélienne, rendant son coût encore plus supportable.

Et, pour finir, l'échec de ces outils financiers et économiques s'est accompagné d'un énorme échec politique dès lors que la diplomatie internationale est restée sous le contrôle des États Unis, et que les systèmes de gouvernance internationaux et les institutions internationales, à commencer par les Nations Unies, sont allés de carence en carence.

L'inversion de ces sept conditions ouvrirait la voie à la fin de l'occupation israélienne. Plus concrètement, pour répondre à la question de comment mettre fin à l'occupation israélienne, il y a un besoin urgent de réinventer les

systemes de gouvernance et les institutions dans le monde pour parvenir à plus d'efficacité et de responsabilité. Israël-Palestine offre le meilleur cas d'école pour évaluer l'efficacité, la pertinence et la réactivité des cadres et structures de la gouvernance mondiale. Cette réinvention doit apporter de nouveaux mécanismes de responsabilité pour la communauté des bailleurs de fonds dans les territoires occupés. Continuer, comme si de rien n'était, ne peut plus être le mantra.

Quant aux Israéliens, ils doivent reconnaître l'illégalité de l'occupation et faire éclater la bulle bien close dans laquelle ils vivent ; questionner la notion du peuple élu par Dieu et ses implications sur la suprématie ; et s'attaquer à leur phobie exagérée de la sécurité dans laquelle ils s'emprisonnent eux-mêmes. La prise en charge de ces tâches peut rapprocher la justice et l'égalité pour tous – et conséquemment une paix significative.

Concernant les Palestiniens, il faut qu'ils arrêtent leurs divisions verticales et horizontales ; qu'ils réinventent leur système politique, leurs institutions, leurs corps représentatifs et leur leadership ; et qu'ils construisent les bases d'une culture de débat qui leur permette d'élaborer une stratégie du futur. De plus, les Palestiniens doivent dépasser le système binaire Fatah-Hamas et reconfigurer les devoirs et les responsabilités de l'AP, en particulier en ce qui concerne les forces de sécurité. Ces actions doivent s'accompagner d'un changement, aujourd'hui plus urgent que jamais, dans le récit et le discours, mais qui ne peut advenir qu'avec un nouveau leadership intellectuel palestinien. Sans un engagement sérieux de ce type, les Palestiniens s'enfermeront eux-mêmes dans des cycles d'oppression et d'injustice résultant de la poursuite de l'occupation coloniale israélienne.

En bref, les Palestiniens, les Israéliens et la communauté

internationale devraient arrêter de parler de paix et d'une solution à un ou deux États. Ces concepts ne sont pas pertinents. Mettre fin à l'occupation est la seule chose qui importe, c'est un prérequis à toute solution d'avenir.

Ceci n'est pas une carte postale écrite du futur, ni une lettre d'un astrologue d'une autre galaxie. C'est simplement un appel à l'abandon de fausses réjouissances – le « processus de paix », le maintien d'un État ou d'une quasi-souveraineté sous occupation, la solution à un ou deux États, la quête du Grand Israël, rejoignez plutôt la vraie réjouissance. Celle-ci, lorsqu'elle aura lieu, apportera la paix et la justice à des millions de gens de par le monde. Et le temps de cette fête est venu.

Alaa Tartir est le directeur des programmes d'Al-Shabaka, le réseau palestinien de politique, post-doctorant au Centre pour les politiques de sécurité de Genève, et chercheur invité au centre sur le conflit, le développement et la construction de la paix de l'institut d'études supérieures internationales et de développement de Genève.

Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [Merip](#)